

CONFÉRENCE DE PRESSE ANNUELLE DU 11 JANVIER 2022

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

Le vaccin contre les vagues de variants néolibéraux, c'est la démocratie directe

La lutte contre la pandémie en cours laissera derrière elle de considérables dégâts sociaux et économiques. Notre conférence de presse de rentrée nous permet d'en donner aujourd'hui une synthèse. Mais elle laisse aussi une ardoise considérable de plusieurs dizaines de milliards de francs pour la collectivité publique. La question que tout le monde devrait se poser, c'est : « Qui paiera cette ardoise ? ».

Les plus riches de ce pays, les gros actionnaires, les grands lobbys et leurs relais politiques à Berne ont une réponse : tout le monde paiera, sauf eux.

Naïvement, certains ont pensé que cette crise rendrait nos sociétés plus solidaires, plus responsables. Le mot « résilience » était dans toutes les bouches. C'était une illusion ou un mensonge. Les puissants savent toujours profiter d'une bonne crise. Les paniques collectives sont toujours une aubaine pour eux.

Exactement comme en 2008, quand il a fallu sauver le système bancaire, la crise actuelle est en train de déboucher sur les vieilles recettes néolibérales. Les petits indépendant-e-s dans la restauration, la culture, le tourisme ou le sport ont parfois perdu les économies de toute une vie. Les centaines de milliers de familles qui sont passées par le chômage technique ont perdu pendant des mois 20 % de leur revenu. Au moment des grandes décisions politiques, les partis de droite ont-ils prévu une seule mesure pour eux ?

Non. Ils ont déjà distribué en deux sessions un demi-milliard de cadeaux fiscaux par année pour les actionnaires et les grandes entreprises, mais pour les ménages de salarié-e-s et pour les petits indépendant-e-s, il n'y a rien de prévu. Même les maigres indemnités sont revues à la baisse. Plus tard, les ménages avec un revenu ordinaire paieront l'addition de la crise et des cadeaux fiscaux, dont le montant prévu pour ces prochaines sessions tutoie les trois milliards de francs par an.

Pendant le même semestre où la droite décidait de distribuer un demi-milliard de cadeaux à sa clientèle, elle a décidé de prélever 800 millions chaque année dans les prestations AVS pour les femmes en relevant leur âge de la retraite. Ainsi la solidarité intergénérationnelle que les jeunes grands-mères assurent pour les enfants de leurs enfants perdra une année. Et la facture sera payée par les jeunes parents qui devront trouver de coûteuses solutions de garde pour essayer de concilier travail et vie familiale.

Comme la plupart des gens qui vivent dans notre pays, à l'USS, nous sommes des gens raisonnables et de bon sens. Notre travail est de défendre les intérêts des salarié-e-s, de négocier et d'essayer de trouver de bons compromis dans ce sens. Mais face à cette nouvelle déferlante du virus néolibéral, nous ne voyons plus comment faire des compromis, ni avec qui.

Pour changer la donne et redonner une boussole à la politique suisse, nous avons besoin du peuple.

C'est pourquoi :

- Nous lançons un référendum contre l'élévation de l'âge de la retraite des femmes et nous combattons les projets d'élévation à 66 ans et plus de l'âge de la retraite pour tout le monde.
- Nous soutenons le référendum contre l'affaiblissement du droit de timbre, qui sera voté en février prochain.
- Nous soutiendrons le référendum contre l'abolition de l'impôt anticipé sur les rendements obligataires, qui vient d'être lancé.
- Nous lancerons une initiative pour orienter une partie des bénéfices non distribués de la BNS vers l'AVS.
- Nous nous battons au Parlement et devant le peuple pour l'initiative du PSS demandant de plafonner les primes d'assurance maladie à 10 % du revenu.
- Nous préparons notre campagne pour une treizième rente AVS et contre la perpétuelle érosion des rentes.

La bataille sur les primes-maladie commence ce mercredi en séance de commission du Conseil national. Un contre-projet insuffisant est sur la table. C'est peut-être l'occasion pour la droite de montrer qu'elle s'intéresse enfin à baisser l'impôt le plus injuste et qui frappe le plus durement la classe moyenne. C'est encore une raison de voter non le 13 février au cadeau fait aux actionnaires : montrer à la droite que s'il y a un seul impôt à baisser en ce moment, c'est la prime d'assurance maladie.

Cette année 2022 sera celle de la démocratie directe et de la mobilisation. C'est la seule réponse possible face à ce qui se déroule devant nous. Nous essaierons, avec le peuple de notre pays, de redonner du bon sens au Parlement et d'amener les partis de droite à négocier et à chercher des solutions équilibrées.